



## **Etat d'urgence. Menaces sur les libertés et l'égalité au nom de la sécurité.**

**Pour nous, c'est définitivement non !**

**Non** au projet de déchéance de la nationalité,  
**Non** à une démocratie sous état d'urgence,  
**Non** à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats,  
**Nous n'acceptons pas** la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité supplémentaire mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

La LDH n'entend nullement contester l'importance cruciale de la lutte contre le terrorisme mais, après les attentats de 2015, faut-il :

- sacrifier des libertés fondamentales, mettre la démocratie en danger ?
- inscrire l'état d'urgence dans la constitution ?
- instaurer la déchéance de nationalité pour les binationaux et renier un des principes de la République ?
- aggraver encore le dispositif juridique en vigueur, au lieu de traiter les urgences sociales, économiques et environnementales ?

**Fédération LDH 93 et Section LDH de St Denis Plaine Commune  
vous invitent à en débattre**

### **Conférence publique animée par Me Dominique NOGUÈRES**

**Avocate - membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme**

**Le jeudi 28 Janvier à 19h00**

**Ecole Firmin Gémier  
14 rue Firmin Gémier – 93300 Aubervilliers**